

Mercredi 27 novembre 2013
Communiqué de presse

Karine Berger, secrétaire nationale à l'Economie

Retraite chapeau de M. Varin : une prime à la médiocrité

Alors que le groupe PSA-Citroën est en pleine crise industrielle, avec 11 000 emplois supprimés depuis 2012 et la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, des concessions accordées par les salariés en termes salariaux, de congés, et de flexibilité dans l'organisation du travail (plan de compétitivité signé en octobre 2013), le Président du Groupe pourrait toucher 21 millions d'euros de retraite chapeau, non soumis à cotisations sociales ou CSG, somme à laquelle il faut ajouter ses retraites de base et complémentaire pour un montant annuel de quelques 300 000 euros. Et ceci alors que M. Varin déplorait le 9 janvier 2012 sur RTL qu'« Il y a une dérive du coût du travail en France ». De toute évidence, si dérive il existe, elle est provoquée par sa propre rémunération.

Cette situation est d'autant plus indécente que des critiques vis-à-vis de la stratégie du Groupe se sont élevées. Enfin, PSA doit beaucoup à l'argent public : l'Etat a apporté une garantie à PSA Banque à hauteur de 7 milliards d'euros et finance l'un des Crédits d'impôt recherche les plus élevés du CAC 40 en dépit de la réduction de la R&D sur le territoire national.

De telles conditions de départ constitueraient une prime à la médiocrité d'un gestionnaire ayant une approche purement financière, et une provocation envers tous les salariés. Cela renvoie une image déplorable de l'entreprise et du travail en France et contribue à la défiance des Français contre une élite qu'il juge déjà déconnectée de leurs réalités.

Les représentants du patronat qui prônent une autorégulation en matière de rémunérations doivent obtenir que M. Varin renonce à ces conditions de départ, ou bien il sera indispensable de légiférer pour empêcher ce type de dérive. Le Parti socialiste exige que M. Varin refuse ce cadeau.